



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/10/AC.3/1/Add.1
28 novembre 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Dixième session
Groupe de travail d'experts sur les personnes
d'ascendance africaine
Huitième session
Genève, 12-16 janvier 2009

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTÉ*

Additif

* Soumission tardive.

Point 1. Ouverture de la session

1. La huitième session du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine se tiendra à Genève du 12 au 16 janvier 2009. La session sera ouverte par le Directeur de la Division des opérations, des programmes et de la recherche.

Point 2. Élection du Président-Rapporteur du Groupe de travail

2. Le Groupe de travail élira un président-rapporteur parmi ses membres.

Point 3. Adoption de l'ordre du jour

3. Les membres du Groupe de travail adopteront l'ordre du jour de la huitième session, dont le projet sera, jusqu'à son adoption, l'ordre du jour provisoire du Groupe de travail à sa huitième session.

Point 4. Organisation des travaux

4. L'attention des membres du Groupe de travail est appelée sur l'ordre du jour provisoire (A/HRC/10/AC.3/1), le programme de travail provisoire et la note d'information du secrétariat sur l'objet de la huitième session et les thèmes à y traiter.

Point 5. Examen et analyse des travaux des sessions précédentes

5. Le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 2002/68. Dans sa résolution 2003/30, la Commission a reformulé l'alinéa *d* du paragraphe 8 de la résolution 2002/68 et élargi le mandat du Groupe de travail. Dans sa résolution 9/14 du 24 septembre 2008, le Conseil des droits de l'homme a décidé de prolonger de trois ans le mandat. Celui-ci est énoncé comme suit:

a) Étudier les problèmes de discrimination raciale que rencontrent les personnes d'ascendance africaine dans la diaspora, et recueillir à cette fin tous les renseignements utiles auprès des gouvernements, des organisations non gouvernementales et d'autres sources pertinentes, y compris en tenant des rencontres publiques avec eux;

b) Proposer des mesures visant à garantir aux personnes d'ascendance africaine l'accès effectif et sans restriction à la justice;

c) Faire des recommandations sur la conception, la mise en œuvre et l'exécution de mesures efficaces pour éliminer le profilage racial des personnes d'ascendance africaine;

d) Élaborer des propositions en vue d'éliminer la discrimination raciale contre les Africains et les personnes d'ascendance africaine partout dans le monde;

e) Étudier toutes les questions relatives au bien-être des Africains et des personnes d'ascendance africaine exposées dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban;

f) Élaborer des propositions à court, à moyen et à long terme visant à éliminer la discrimination raciale contre les personnes d'ascendance africaine, en tenant compte de la nécessité de collaborer étroitement avec les institutions internationales et les organismes de développement, ainsi qu'avec les institutions spécialisées du système des Nations Unies, pour promouvoir les droits fondamentaux des personnes d'ascendance africaine, notamment:

- i) En améliorant la situation en matière de droits de l'homme des personnes d'ascendance africaine en portant une attention spéciale aux besoins de ces personnes, notamment avec l'élaboration de programmes d'action spécifiques;
- ii) En concevant des projets spéciaux, en collaboration avec les personnes d'ascendance africaine, pour soutenir leurs initiatives au niveau communautaire et faciliter l'échange d'informations et de connaissances techniques entre ces populations et les spécialistes de ces domaines;
- iii) En se concertant avec les programmes institutionnels et opérationnels de financement et de développement ainsi qu'avec les institutions spécialisées des Nations Unies en vue de contribuer aux programmes de développement en faveur des personnes d'ascendance africaine en investissant davantage dans le secteur médico-sanitaire, l'enseignement, le logement, l'électrification, l'approvisionnement en eau potable et la maîtrise du milieu et en favorisant l'égalité des chances dans l'emploi, ainsi que par d'autres initiatives volontaristes ou mesures correctives, dans le cadre des droits de l'homme.

6. En application de son mandat, le Groupe de travail a adopté une démarche consistant à étudier des questions thématiques à chacune de ses sessions. À ses sept dernières sessions, il a examiné et soumis des conclusions et recommandations sur les thèmes suivants:

- a) L'administration de la justice;
- b) Les médias;
- c) L'accès à l'éducation;
- d) Le racisme et l'emploi;
- e) Le racisme et la santé;
- f) Le racisme et le logement;
- g) La participation des personnes d'ascendance africaine à la vie politique, économique, sociale et culturelle de la société et au progrès et au développement économique de leur pays;
 - Observations générales;
 - Objectifs du Millénaire pour le développement;
- h) L'autonomisation des femmes d'ascendance africaine;
- i) Le profilage racial.

7. À sa septième session, le Groupe de travail a passé en revue, discuté et analysé les conclusions et recommandations qu'il avait formulées à ses précédentes sessions et a extrait des débats sa contribution aux travaux du Comité préparatoire de la Conférence d'examen de Durban. Le Groupe de travail a également mis en évidence les obstacles qui avaient entravé la mise en œuvre de ses recommandations dans le passé et réfléchi aux meilleurs moyens de concourir davantage à améliorer la situation des personnes d'ascendance africaine.

8. À sa huitième session, le Groupe de travail examinera les travaux accomplis au cours des sessions précédentes, notamment les méthodes adoptées et les thèmes débattus, et se prononcera sur la nécessité de poursuivre l'analyse de certains thèmes et de modifier d'une manière ou d'une autre ses méthodes de travail (voir A/HRC/10/AC.3/2).

Point 6. Programme de travail des sessions futures

9. Le Groupe de travail tiendra compte des méthodes adoptées à ses précédentes sessions et des thèmes débattus jusque-là pour déterminer les thèmes pertinents à examiner lors des sessions futures et les éventuelles modifications à apporter aux méthodes. Il dégagera ainsi un programme de travail pour ses futures sessions (voir A/HRC/10/AC.3/2).

Point 7. Examen et analyse de la situation des enfants d'ascendance africaine

10. Avec l'appui d'experts invités, le Groupe de travail examinera la situation des enfants d'ascendance africaine dont, à sa deuxième session, il avait estimé qu'elle faisait partie des questions méritant tout particulièrement un examen, une analyse et des recommandations de sa part (voir A/HRC/10/AC.3/2).

Point 8. Visites dans les pays

11. Le Groupe de travail examinera sa stratégie relative aux visites dans les pays. Il dressera le bilan de la mise en œuvre de cette stratégie, recensera les obstacles apparents et déterminera les pays dans lesquels devront avoir lieu les futures visites (voir A/HRC/10/AC.3/2).

Point 9. Conférence d'examen de Durban

12. Dans sa résolution 61/149, l'Assemblée générale a décidé de réunir en 2009 une conférence d'examen pour faire le point des progrès accomplis et évaluer la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban par toutes les parties prenantes, évaluer l'efficacité des mécanismes de suivi existants et d'autres mécanismes des Nations Unies utiles pour traiter la question du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, en vue de les renforcer, promouvoir la ratification et l'application universelles de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la prise en compte suffisante des recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, et répertorier et faire connaître les bonnes pratiques mises en place dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Dans sa résolution 3/2, le Conseil des droits de l'homme a décidé qu'il ferait fonction de comité préparatoire de la Conférence d'examen de Durban.

13. À sa 9^e séance, le 31 août 2007, le Comité préparatoire de la Conférence d'examen de Durban a, dans sa décision PC.1/10, prié le Groupe de travail et les autres mécanismes pertinents des droits de l'homme, y compris d'autres procédures spéciales, de l'aider en procédant à des examens et en présentant des recommandations, par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, afin de contribuer aux résultats de la Conférence d'examen (voir A/62/375, annexe I). Le Groupe de travail a consacré sa septième session à la formulation de sa contribution, qu'il a présentée au Comité préparatoire.

14. Dans un projet de résolution (A/C.3/63/L.51) soumis à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session, le Secrétaire général a été prié d'inscrire des montants suffisants au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour financer les dépenses non prévues dans la décision PC.1/12 du Comité préparatoire, afin de faciliter la participation de tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et mécanismes concernés du Conseil des droits de l'homme aux réunions du Comité préparatoire et aux conférences préparatoires régionales.

15. À sa huitième session, le Groupe de travail examinera les modalités de sa participation à la dernière phase de préparation de la Conférence d'examen de Durban, notamment la façon dont il continuera de contribuer aux préparatifs et à la Conférence elle-même (voir A/HRC/10/AC.3/2).

Point 10. Adoption du rapport

16. Le Groupe de travail adoptera le rapport de sa huitième session, qui contiendra son futur programme de travail et ses conclusions et recommandations relatives à la situation des enfants d'ascendance africaine.
